

Il fut un temps, pas si lointain, où une lettre postée à Laroque de Fa ou à Ginestas pouvait arriver le lendemain matin à Paris. On triait le courrier dans les trains postaux.

Aujourd'hui, on compte les records : 20 jours pour traverser le département, pendant qu'on transforme les facteurs en agents sociaux auprès des personnes âgées.

Au bureau de poste, l'agent au guichet pouvait nous donner le solde de notre compte, quand les mois étaient trop longs pour nos salaires.

A l'agence postale, on ne peut même pas vous garantir que le chèque déposé vous sera bien versé : s'il est perdu, c'est tant pis pour vous, vous n'avez aucun recours.

Mais ce sont vos impôts locaux qui financent l'agence, pas l'administration des postes.

Payer plus pour avoir moins !

Nous avons connu le temps où, quand un train était en retard, c'était exceptionnel et ne dépassait pas quelques minutes.

Les TGV passent à Narbonne, mais à Limoux, on prend sa voiture pour travailler à Carcassonne. Quel est le problème ? La SNCF ferme des lignes mais elle vous vend le voyage en car par sa société privée, alors tout va bien !

En gare de Narbonne on vous informe, on vous guide et il est encore possible de prendre son billet aux guichets, mais tout cela doit finir avec la réduction des horaires de présence des agents. On veut déshumaniser la gare d'ici la fin de l'année 2019. Les chefs de gare vous aiguillaient vers le bon quai, le bon train, ils ont été supprimés. Dans le train, on pouvait avoir un billet auprès d'un contrôleur si l'on avait été trop en retard pour le prendre au guichet, la SNCF envisage de les supprimer.

Maintenant, vous avez des machines pour vos tickets et des écrans pour vous informer. Pour prévoir votre parcours, adressez-vous à votre mobile ou votre ordinateur.

Le transport ferré de marchandises avait une utilité publique, avant qu'arrivent les directives votées par les députés du parlement européen, aujourd'hui c'est moins de 10% du transport de marchandises qui passe par le rail, au mépris de l'environnement.

Quand nous allions à la Mairie, nous pouvions y faire nos cartes grises, gratuitement.

Armez-vous de patience devant votre ordinateur et malheur à vous si cela bloque : il vous en coûtera entre 20 et 40 € dans une officine privée, qui elle, dispose des droits d'accès nécessaires.

Les maisons de retraite ont fait place aux EHPAD : le nom change mais la réalité est aussi sinistre. Les établissements gérés par des Centres Sociaux communaux ou intercommunaux publics, sont tellement étranglés financièrement que dans l'Aude, 5 d'entre eux en zone rurale ont été cédés au privé, un sixième est en cours. Qui garantira aux anciens avec de petites pensions qu'ils pourront toujours accéder à ces établissements, que leurs enfants pourront payer les frais d'hébergement ? Aujourd'hui, ils sont aux alentours de 1700 € par mois, mais combien dans quelques années ?

Le secteur public du maintien à domicile dans l'Aude, c'est entre 4000 et 5000 emplois, pour des milliers de personnes âgées : cela ne durera pas. Les contrats aidés, à bas coût, les Chèques Emplois Services, les auto-entreprises, sont en concurrence déloyale avec le service public, qui lui, paye les cotisations sociales à ses employés.

La baisse des dépenses de santé qu'impose l'Etat par ses Agence Régionale de Santé, en mettant les services d'aide à domicile dans le rouge, pousse les collectivités à abandonner au privé ce secteur, qui exploite sans vergogne la précarité des salariés.

Bientôt, il n'y aura plus personne pour s'occuper des anciens, éloignés de la ville dans les petits villages des Corbières ou du Minervois, non rentables, et les opérateurs privés lucratifs feront payer le prix fort aux usagers dans le reste du département.

Souvenez-vous : on ne croisait pas aux urgences de l'hôpital des gens alités sur un brancard, parqués dans un couloir, attendant, parfois des heures, que l'on veuille bien s'occuper d'eux. L'Etat doit des millions d'heures de congés et de récupérateurs aux agents hospitaliers. C'est grâce à ce sacrifice consenti par les agents, que les hôpitaux dans l'Aude comme en France sont toujours debout et surtout pas grâce à la politique du Ministère de la Santé.

Mais on laisse tous les secteurs lucratifs aux cliniques privées, que l'on rémunère avec l'argent de la Sécu, donc nos cotisations, pendant que l'hôpital fait avec ce qu'il reste pour les urgences, les consultations, la gériatrie.

Quand nous devons payer nos impôts, ou demander un délai, les agents de la perception d'à côté pouvaient vous recevoir : on pouvait s'expliquer, discuter. Ginestas a fermé, Sigean a fermé, 8 autres fermetures dans tout le département sont programmées d'ici 2022 c'est à dire toutes les trésoreries de proximité, ne restera que Limoux, Carcassonne et Narbonne.

Dans les centres des impôts, les agents ne sont pas assez nombreux pour répondre au téléphone, ni d'ailleurs aux mails et les numéros spéciaux que l'on vous donne sont vite saturés : être reçu est de plus en plus difficile. Le personnel est réduit (30.000 suppressions d'emploi en 12 ans chiffre officiel) et ceux qui restent sont submergés par les conséquences du prélèvement à la source, système non contemporain, plus compliqué et injuste !

En ce qui concerne l'énergie, je laisse le soin à nos camarades de la fédération Mines Energie, de vous expliquer le futur que l'on nous prépare !

Avant la privatisation, il ne fallait pas 3 techniciens de France Télécom pour diagnostiquer un problème de ligne, un suffisait, depuis le central au coin de la rue jusqu'à votre poste.

Quand donc avons-nous commencé à imposer à des enfants de trois ans des trajets d'une, deux heures en bus, parce qu'à force de tout éloigner des citoyens, commerces, services publics, entreprises, ce sont les citoyens qui sont partis et avec eux, les enfants des villages ?

Dans les petites villes, si les accueils au public de la Sécurité Sociale existent toujours, ils sont maintenant quasiment partout sur rendez-vous, et si les agents peuvent toujours accéder à nos dossiers, certains services ont été mutualisés sur toutes les caisses de la région...

Par exemple dans les CPAM, le service Invalidité est basé à Nîmes, les arrêts maladie à Carcassonne, le paiement automatisé des dossiers à Toulouse... les appels téléphoniques sont traités par des plates-formes de services où le rendement prime sur la qualité de service.

On vous invite aujourd'hui à vous rendre dans une Maison des Services Au Public, une MSAP, ou un agent communal sans formation, le plus souvent précaire, car en contrat aidé, vous indiquera au mieux comment vous servir de l'ordinateur à disposition, vous donnera un dépliant, ira chercher sur internet une adresse, mais cela n'ira pas plus loin. C'est vous qui devrez être disponible le jour où l'agent des Finances ou de la CAF fera sa permanence

Mais, réjouissez-vous !

Le service public du futur n'a jamais été aussi proche de vous !

Il est chez vous, et le fonctionnaire, c'est vous !

C'est simple, accessible 24h/24 : appelez le numéro surtaxé, tapez 1 ou 2 ou 3, branchez-vous sur le site, connectez-vous sur facebook, imprimez vous-même à vos frais, scannez les documents, remplissez le formulaire,...

Et si vous n'y arrivez pas, ne vous inquiétez pas, payez et une officine privée s'occupera de vous. Contactez là sur le numéro surtaxé, connectez-vous sur internet, ne lisez pas les 90 pages des conditions de vente, vous ne pouvez rien y changer, et payez.

Est-ce ce monde-là que nous voulons ?

Non, nous ne voulons pas revenir en arrière : ce que nous voulons c'est un monde où l'on ne confond pas servir et se servir, un monde où l'intérêt général ne se confond pas avec l'intérêt particulier, un monde où chacun depuis sa naissance est traité également, partout dans les territoires, un monde où l'informatique reste à sa place, celle d'un outil au service des hommes, pas celle d'une administration numérique qui supprime les rapports humains et les remplace par des algorithmes et des êtres virtuels.

Nous voulons préserver, renforcer l'indépendance des services publics contre les pressions politiques ou financières, pour garantir l'égalité aux citoyens, aux usagers.

Nous voulons, dans notre département comme ailleurs, des transports publics accessibles, des soins de qualité, des services administratifs, fiscaux, sociaux physiquement proches, à l'écoute, une école pour l'épanouissement et la réussite des individus.

Nous voulons pour le monde rural Audois des services attractifs, au service de l'aménagement du territoire et de ses populations.

L'intérêt général n'est pas un marché !

La vie, les transports publics, la santé, l'éducation, l'impôt, le médical et le social ne sont pas des opportunités de chiffre d'affaires, des centres de profit.

Les citoyens ne sont pas des clients et les administrations ne sont pas des fournisseurs, des commerçants.

Seuls des agents dont les missions sont l'intérêt général, employés dans des services gérés par des opérateurs publics, dont les buts sont le service du citoyen, de l'utilisateur peuvent garantir que cela n'arrive pas.

POUR DEFENDRE LES SERVICES PUBLICS,
IL FAUT DEFENDRE LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE
FAITES LE POUR LES CITOYENS, VOS AMIS, VOS FAMILLES, VOS ENFANTS.
FAITES LE ENSEMBLE, UNIS, SOLIDAIRES.
ET SURTOUT FAITES LE MAINTENANT !